

politiques et économiques dans les pays d'Europe centrale et orientale et nous reconnaissons que ces acquis devront être préservés dans une période de transition économique difficile, notamment par des initiatives régionales. Nous avons tout à fait intérêt à ce que les réformes de marché et la démocratie en Europe centrale et orientale réussissent et nous nous engageons à soutenir pleinement ces réformes. Nous prenons également acte des progrès accomplis par l'Albanie pour rejoindre la communauté des nations démocratiques.

12. Notre soutien au processus de réforme fondamentale en Union soviétique est toujours aussi fort. Nous croyons que la nouvelle pensée en matière de politique étrangère soviétique, qui a tant fait pour réduire la tension entre l'Est et l'Ouest et pour renforcer le système de paix et de sécurité multilatéral, devrait être appliquée de manière générale. Nous espérons que ce nouvel esprit de coopération internationale se traduira pleinement aussi bien en Asie qu'en Europe. Nous saluons les efforts faits pour créer une nouvelle Union, fondée sur le consentement et non la coercition, et qui réponde véritablement aux aspirations des peuples d'Union soviétique. C'est une entreprise gigantesque : une Union soviétique ouverte et démocratique, à même de jouer pleinement son rôle dans l'instauration de la stabilité et de la confiance dans le monde. Nous réitérons notre engagement à travailler avec l'Union soviétique pour soutenir ses efforts en vue de créer une société ouverte, une démocratie pluraliste et une économie de marché. Nous espérons que les négociations entre l'URSS et les gouvernements élus des pays baltes régleront leur avenir démocratiquement et conformément aux aspirations légitimes des peuples.

13. C'est aux peuples de Yougoslavie eux-mêmes qu'il appartient de décider de leur avenir. Toutefois, la situation en Yougoslavie continue d'être très préoccupante. La force militaire et l'effusion de sang ne peuvent conduire à un règlement durable et ne feront que mettre en danger la stabilité plus générale. Nous demandons l'arrêt de la violence, la démobilisation et le retour des forces armées dans leurs casernes et un cessez-le-feu permanent. Nous exhortons toutes les parties à se conformer aux dispositions de l'accord de Brioni tel qu'il est. Nous nous félicitons des efforts accomplis par la Communauté européenne et ses États membres pour aider à résoudre la crise yougoslave. Par conséquent, nous apportons

notre soutien à l'envoi d'observateurs de la Communauté européenne en Yougoslavie, dans le cadre du dispositif d'urgence de la CSCE. Nous ferons tout ce que nous pourrons, avec d'autres au sein de la communauté internationale, pour encourager et soutenir le processus de dialogue et de négociation, conformément aux principes inscrits dans l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en particulier le respect des droits de l'homme, y compris les droits des minorités et le droit des peuples à l'auto-détermination en conformité avec la Charte des Nations Unies et les dispositions pertinentes du droit international, notamment celles qui ont trait à l'intégrité territoriale des États. La normalisation de la situation actuelle nous permettra également de contribuer à l'indispensable reprise économique du pays.

14. Nous nous félicitons de l'évolution positive en Afrique du Sud, où les fondements législatifs de l'apartheid ont enfin été abolis. Nous espérons que ces mesures importantes seront suivies de l'élimination dans les faits de l'apartheid et de l'amélioration de la situation des groupes les plus pauvres de la population en Afrique du Sud. Nous espérons que les négociations sur une nouvelle constitution conduisant à une démocratie non raciale s'engageront rapidement et ne seront pas interrompues par une tragique flambée de violence. Toutes les parties doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour résoudre le problème de la violence. Nous sommes préoccupés par le fait que les bases d'une nouvelle Afrique du Sud non raciale risquent d'être compromises par la montée des problèmes sociaux et la baisse des perspectives économiques pour la majorité de la population, facteurs qui ont contribué à la violence. Il existe un besoin urgent de rétablir la croissance économique afin de réduire les inégalités de richesse et de chances. L'Afrique du Sud a besoin de politiques nouvelles en matière d'économie, d'investissements et autres, qui permettent un accès normal à toutes les sources de financement étranger. En sus de ses propres efforts nationaux, l'Afrique du Sud a également besoin de l'aide de la communauté internationale, notamment dans les domaines où la majorité de sa population souffre depuis longtemps de privations : éducation, santé, logement et prestations sociales. Nous orienterons notre aide à ces fins.

15. Enfin, nous espérons renforcer encore l'ordre international en poursuivant des efforts vigoureux